

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Philippe MACRENAUD-JACQUET
Mail : philippe.macrenaud@mail.pf

Matahiti 167
N° 62 - Numera Hau

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 3
no Atopa 2018

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

*NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 62 du 3 Août 2018*

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES PRIS CONJOINTEMENT ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE

	Pages
Convention de financement n° 34-18 du 1er août 2018 relative aux chantiers de développement local au titre de l'année 2018	15337

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1422 CM du 2 août 2018 portant désignation des représentants de la Polynésie française au sein de l'assemblée générale du groupement d'intérêt économique Perles de Tahiti.	15339
--	-------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 980 PR du 1er août 2018 portant modification de l'arrêté n° 656 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique	15339
--	-------

Vice-présidence

Erratum à l'arrêté n° 6242 VP/CDE du 13 juillet 2018 portant désignation de Mmes Chantal Hacques et Hererani Mervin respectivement en qualité de correspondantes titulaire et suppléante du contrôleur des dépenses engagées au ministère du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires, paru au JOPF n° 58 du 20 juillet 2018 à la page 14114 et au JOPF n° 60 du 27 juillet 2018, à la page 14716.	15340
---	-------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Textes des lois du pays adoptés par l'assemblée de la Polynésie française**

Rectificatif au texte adopté n° 2018-22 LP/APF du 21 juin 2018 de la loi du pays portant modification des conditions d'attribution des allocations prénatales et de maternité aux ressortissantes des régimes de protection sociale polynésiens, paru au JOPF n° 52 du 29 juin 2018 à la page 12327

15340

PARTIE OFFICIELLE

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ÉTAT/POLYNÉSIE FRANÇAISE)

CONVENTION DE FINANCEMENT n° 34-18 du 1er août 2018 relative aux chantiers de développement local au titre de l'année 2018.

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

d'une part,

Et :

- la Polynésie française, représentée par son Président,
- d'autre part,*

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la circulaire CDE n° 33 du 15 juillet 1991 du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

Vu la convention cadre n° 92-003 du 30 juin 1992 modifiée relative à la mise en œuvre des chantiers de développement local ;

Vu la délibération n° 2018-42 APF du 5 juillet 2018 portant approbation de la convention Etat-Polynésie française relative au financement des chantiers de développement local pour l'année 2018 ;

Vu la MADI n° 2000013230 d'un montant de 332 500 euros délégués par le ministère des outre-mer pour le financement du dispositif "Chantiers de développement local" au titre de l'année 2018,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Coût du dispositif

Les crédits consacrés par l'Etat et la Polynésie française au financement du dispositif "Chantiers de développement local" en 2018 sont définis de la manière suivante :

- pour l'Etat : 475 000 euros (56 682 577 F CFP) ;
- pour la Polynésie française : 95 000 euros (11 336 516 F CFP).

La ventilation de l'enveloppe annoncée sous réserve des crédits disponibles s'établit ainsi qu'il suit :

FINANCEMENTS	ÉTAT	POLYNÉSIE FRANÇAISE	TOTAL
Chantiers adultes 2018 (70 % de la dotation)	332 500 € 39 677 804 Fcfp		332 500 € 39 677 804 Fcfp
Chantiers jeunes 2018 (30 % de la dotation)	142 500 € 17 004 773 Fcfp		142 500 € 17 004 773 Fcfp
Formation des stagiaires		95 000 € 11 336 516 Fcfp	95 000 € 11 336 516 Fcfp
Total	475 000 € 56 682 577 Fcfp	95 000 € 11 336 516 Fcfp	570 000 € 68 019 093 Fcfp

et selon la répartition prévisionnelle entre les organismes d'accueil, objet de l'annexe 1.

Art. 2. — Mise en œuvre des financements

2.1 La participation financière de l'Etat au bénéfice du dispositif "Chantiers de développement local" pour l'année 2018 s'élève à 475 000 euros (56 682 577 F CFP). Un premier engagement de 332 500 euros (39 677 804 F CFP) sera réalisé dès la signature de la présente convention.

Les compléments de crédits, à hauteur de 142 500 euros (17 004 773 F CFP) seront accordés dans le courant de l'exercice 2018, sous réserve des crédits disponibles, permettant de porter la participation financière totale de l'Etat à 475 000 euros.

2.2 Conformément aux dispositions des articles 6 et 8 de la convention cadre susvisée :

- l'Etat assure la rémunération et les charges afférentes à l'ensemble des bénéficiaires jeunes et adultes, quel que soit l'organisme d'accueil ;
- la Polynésie française prend en charge le coût des actions de formation et d'accompagnement.

2.3 Lors de l'élaboration des programmes de formation des stagiaires, un effort particulier sera fait en faveur des archipels éloignés, notamment en organisant, autant qu'il sera possible, des missions itinérantes de formation.

Art. 3. — *Durée*

La présente convention sera caduque au terme de l'exercice budgétaire 2018.

Art. 4. — *Exécution*

Le secrétaire général du haut-commissariat et l'administrateur général des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour la Polynésie française :

*Le Président
de la Polynésie française,*

Edouard FRITCH.

Pour l'Etat :

*Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,
René BIDAŁ.*

Annexe 1 - CDL 2018 Répartition selon les organismes d'accueil par nombre de semaines

Base de 475 000 euros soit 56 682 577 Fcfp

Répartition totale sur l'exercice 2018

	ADULTES	JEUNES	TOTAL
COMMUNES	488	696	1 184
ETAT	364	60	424
PAYS	364	0	364
ASSOCIATIONS	0	368	368
TOTAL	1 216	1 124	2 340

Répartition de la première dotation 332 500 €

Répartition de la première dotation de 39 677 804 F

	ADULTES	JEUNES	TOTAL
COMMUNES	340	492	832
ÉTAT	256	36	292
PAYS	256	0	256
ASSOCIATIONS	0	256	256
TOTAL	852	784	1 636

Répartition de la seconde dotation 142 500 €

Répartition de la seconde dotation de 17 004 773 F

	ADULTES	JEUNES	TOTAL
COMMUNES	148	204	352
ÉTAT	108	24	132
PAYS	108	-	108
ASSOCIATIONS		112	112
TOTAL	364	340	704

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1422 CM du 2 août 2018 portant désignation des représentants de la Polynésie française au sein de l'assemblée générale du groupement d'intérêt économique Perles de Tahiti.

NOR : JGA1800450AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu les articles L. 251 et L. 252 du code du commerce ;

Vu la délibération n° 93-76 AT du 3 août 1993 approuvant la participation de la Polynésie française au groupement d'intérêt économique Perles de Tahiti ;

Vu les dispositions des articles 21 et 30 des statuts modifiés signés le 11 août 1993 du groupement d'intérêt économique Perles de Tahiti ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er août 2018,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés en qualité de représentants de la Polynésie française au sein de l'assemblée générale du groupement d'intérêt économique Perles de Tahiti, aux fins des opérations de liquidation :

- M. Philippe Machenaud-Jacquier en qualité de secrétaire général du gouvernement de la Polynésie française ;
- M. Eric Deat, en qualité de directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- Mme Marie-Laure Denis, en qualité de directrice du budget et des finances ;
- M. Cédric Ponsonnet, en qualité de directeur des ressources marines et minières.

Art. 2.— L'arrêté n° 1301 CM du 26 septembre 2013 est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2018.
Edouard FRITCH.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 980 PR du 1er août 2018 portant modification de l'arrêté n° 656 PR du 23 mai 2018 relatif aux attributions du ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 656 PR du 23 mai 2018 modifié relatif aux attributions du ministre de la modernisation de l'administration, en charge de l'énergie et du numérique,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 656 PR du 23 mai 2018 susvisé est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

- "Il prend les actes, quel qu'en soit leur nature ou leur montant, intéressant le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports."

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2018.
Edouard FRITCH.

VICE-PRESIDENCE

ERRATUM à l'arrêté n° 6242 VP/CDE du 13 juillet 2018 portant désignation de Mmes Chantal Hacques et Hererani Mervin respectivement en qualité de correspondantes titulaire et suppléante du contrôleur des dépenses engagées au ministère du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires, paru au JOPF n° 58 du 20 juillet 2018 à la page 14114 et au JOPF n° 60 du 27 juillet 2018 à la page 14716.

Dans l'intitulé de l'arrêté, il convient de *lire* : "Arrêté n° 6242 VP/CDE du 13 juillet 2018 portant désignation de Mmes Chantal Hacques et Hererani Mervin respectivement en qualité de correspondantes titulaire et suppléante du contrôleur des dépenses engagées au ministère du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires." ;

Au lieu de : "Arrêté n° 6242 VP/DGAE du 13 juillet 2018 portant désignation de Mmes Chantal Hacques et Hererani Mervin respectivement en qualité de correspondantes titulaire et suppléante du contrôleur des dépenses engagées au ministère du logement et de l'aménagement du territoire, en charge des transports interinsulaires." .

Le reste est sans changement.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

TEXTES DES LOIS DU PAYS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

RECTIFICATIF au texte adopté n° 2018-22 LP/APF du 21 juin 2018 de la loi du pays portant modification des conditions d'attribution des allocations prénatales et de maternité aux ressortissantes des régimes de protection sociale polynésiens, paru au JOPF n° 52 du 29 juin 2018 à la page 12327.

Après l'article LP. 6 :

Au lieu de : "Délibéré en séance publique, à Papeete, le 21 avril 2018" ;

Lire : "Délibéré en séance publique, à Papeete, le 21 juin 2018."

Dans les travaux préparatoires au tiret 5 :

Au lieu de : "Adoption en date du 21 avril 2018" ;

Lire : "Adoption en date du 21 juin 2018."

Le reste sans changement.

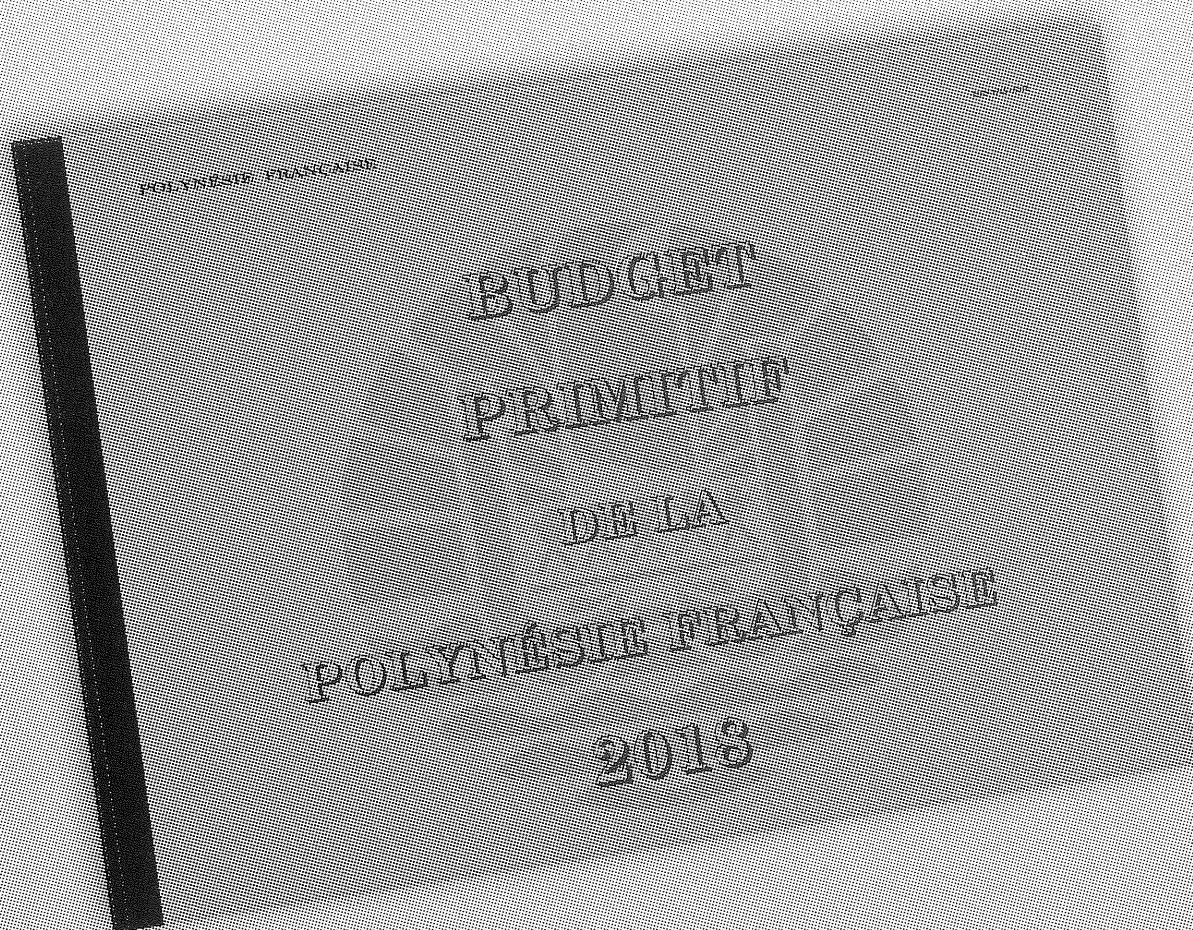


SIO

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le livre
BUDGET PRIMITIF
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
2018

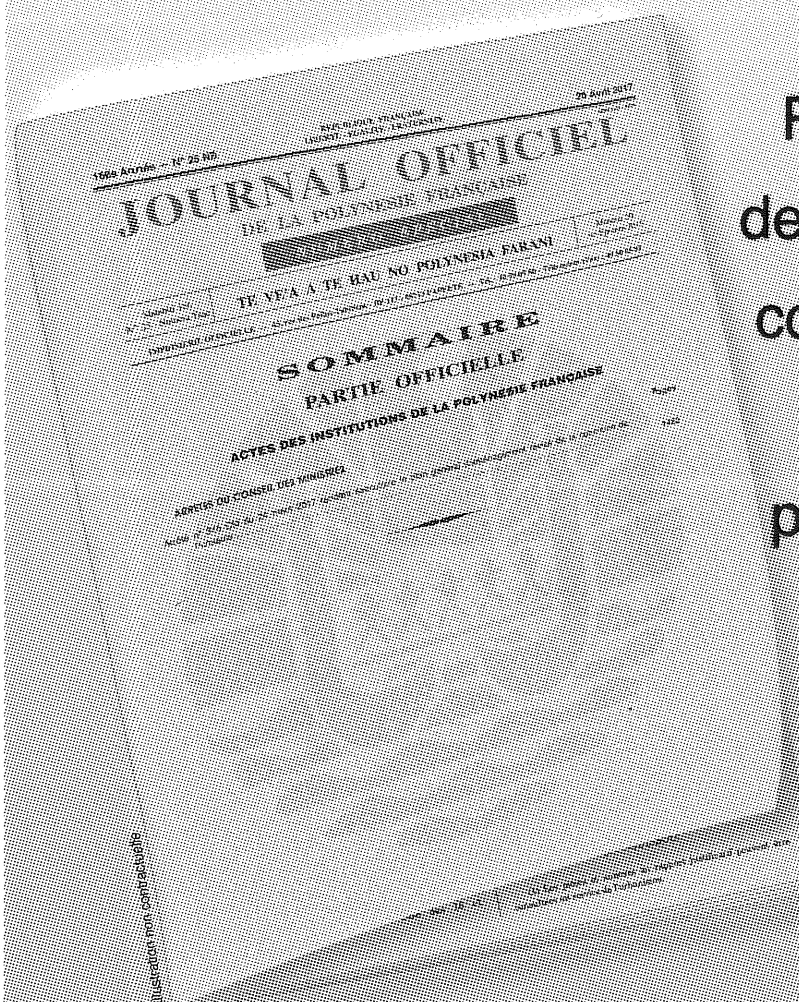


est disponible à la vente au tarif de :
1 680 F CFP TTC

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

L'Imprimerie Officielle vous informe que le



Rapport d'activité
de la commission de
contrôle budgétaire
et financier
pour l'année 2017

(JOPF n° 43NS)

est disponible à la vente
au prix de 903 F CFP TTC